



État des lieux de la représentation externe de l'AÉTÉLUQ

Association étudiante de la Télé-Université (AÉTÉLUQ)

Mémoire par le conseil d'administration (résolutions CA-181211-05 et 06)

11 décembre 2018

Rédaction:

- Francis Bouchard, directeur général
- Maxime Grenier, vice-président aux affaires politiques 2018-2019

Révision:

- Conseil d'administration 2018-2019

L'ÂÉTÉLUQ

L'Association étudiante de la Télé-Université (AÉTÉLUQ) a été créée par les étudiantes et les étudiants de la TÉLUQ afin de défendre et de promouvoir leurs intérêts académiques, économiques, sociaux et politiques, le 3 octobre 1994. Forte de plus de 20 000 membres annuellement, l'AÉTÉLUQ a pour principes la démocratie au sein de ses instances, la pleine participation au sein des instances universitaires, la transparence, l'accessibilité à une éducation publique de qualité et la solidarité avec les luttes sociales.

Informations de contact

Association étudiante de la Télé-Université - AÉTÉLUQ

5800, rue Saint-Denis, Bureau 1105, Montréal (Québec) H2S 3L5

Téléphone: 1 (800) 665-4333 poste 2029 / (514) 843-2015 poste 2029

Courriel: permanence@aeteluq.org

Table des matières

1. Introduction	3
2. Situation actuelle	6
2.1 Première vue d'ensemble de la scène politique étudiante	6
2.2 L'affirmation du fonctionnement de l'AÉTÉLUQ	7
2.3 Notre pouvoir d'influence	10
3. Les associations étudiantes nationales	13
3.1 Mission, vision et valeurs	15
3.2 Fonctionnement et structure	17
3.3 Dynamisme associatif	20
3.4 Pouvoir de mobilisation	21
3.5 Pouvoir de lobbyisme	23
3.6 Dossiers travaillés	24
3.7 Avancement des dossiers	25
3.8 Support aux membres	25
3.9 Affinité mutuelle	26
3.10 Impondérables	27
3.11 Constat final	28
4. Une nouvelle réalité	30
4.1 Analyse des différents scénarios	31
Premier scénario: Status Quo	31
Deuxième scénario: participation à une association nationale	32
Troisième scénario: participation étendue aux activités nationales	33
4.2 Le passé conseille le présent	34
5. Le choix final	36

1. Introduction

L'Association étudiante de la Télé-Université de l'Université du Québec (AÉTÉLUQ) a été historiquement à l'image de ses étudiants et étudiantes: isolée. Tout en étant consciente de l'existence de tout un monde à l'extérieur des limites traditionnellement établies dans les activités de l'association, toutes ses expériences de contact avec cet univers l'a été à son détriment. Il est donc normal d'imaginer que le réflexe historique est de se méfier du reste du mouvement étudiant.

C'est donc un événement plutôt dramatique qui a sorti l'association de son isolement. En 2015, le ministre de l'enseignement supérieur François Blais envisage la fermeture de la Télé-Université (TÉLUQ)¹. Dans cette période de rationalisation des dépenses du gouvernement suite à l'élection générale québécoise de 2014, le constat était que la plupart des universités québécoises développaient leur propre offre de cours en ligne et de formation à distance. Cette épée de Damoclès, enjeu commun, a permis de regrouper tous les acteurs de la communauté universitaire de la TÉLUQ pour défendre son existence². Après une campagne où l'AÉTÉLUQ a pu jouer un rôle important³, notamment grâce à l'implication de ses membres⁴ et des interventions jusqu'à l'Assemblée nationale⁵, le ministère abandonne ce scénario.

L'AÉTÉLUQ, depuis sa création, a toujours été capable d'introspection et de reconnaître ses pistes d'amélioration. Cette situation critique, un péril qui a joué le rôle d'élément déclencheur, a mené à deux conclusions sur l'état des lieux de notre groupe. Premièrement, il faut se concentrer à répondre à la mission de l'association, peu importe les traumatismes passés. En 2016, il s'agissait d'une critique courageuse envers notre propre fonctionnement. Cette mission est la raison d'être

¹ La TÉLUQ menacée de fermeture, Tommy Chouinard, La Presse, [en ligne]. URL: <http://www.lapresse.ca/actualites/education/201510/30/01-4915503-la-telug-menacee-de-fermeture.php> (page consultée le 3 décembre 2018).

² La TÉLUQ n'a pas les moyens de fermeture, AÉTÉLUQ, [en ligne], URL: <http://www.aetelug.org/nouvelles/telug-quebec-na-pas-moyens-de-fermeture> (page consultée le 3 décembre 2018).

³ L'AÉTÉLUQ s'oppose à tout scénario de fermeture de la TÉLUQ, AÉTÉLUQ, [En ligne], URL: <http://www.aetelug.org/nouvelles/laetelug-soppose-tout-scenario-de-fermeture-de-telug> (page consultée le 3 décembre 2018).

⁴ Touche pas à ma TÉLUQ: modèle de lettre à envoyer à votre député, AÉTÉLUQ, [En ligne], URL: <http://www.aetelug.org/nouvelles/touche-pas-a-ma-telug-modele-de-lettre-envoyer-votre-depute-e> (page consultée le 3 décembre 2018).

⁵ Questions-réponses à l'Assemblée nationale, AÉTÉLUQ, [En ligne], URL: <http://www.aetelug.org/nouvelles/questions-reponses-lassemblee-nationale-concernant-fermeture-de-telug> (page consultée le 3 décembre 2018).

de l'AÉTÉLUQ et le pourquoi les étudiants et étudiantes de la TÉLUQ se sont dotés de moyens d'action communs via un regroupement dédié: leur association étudiante.

La mission de l'Association étudiante de la TÉLUQ⁶

1. Regrouper l'ensemble des étudiants et étudiantes de la Télé-université de l'Université du Québec;
2. Coordonner les actions et les revendications de ces étudiantes et étudiants, de défendre leurs droits, de promouvoir leurs intérêts et de favoriser l'amélioration de leurs conditions d'études;
3. Promouvoir la valeur des études et des diplômes obtenus de la Télé-université par ces étudiants et étudiantes;
4. Procurer une information complète et fidèle à ces étudiantes et étudiants afin de susciter en eux une prise de conscience de leur environnement et de leur permettre une réelle prise en charge de leur milieu;
5. Offrir des services socio-économiques et reliés aux affaires académiques à ces étudiants et étudiantes afin de faciliter leur cheminement durant leurs études;
6. Promouvoir le développement et l'accessibilité de la formation à distance et ce, aux niveaux local, régional, national et international.

La deuxième conclusion est que le jeu de la politique québécoise en enseignement supérieur va nous affecter, peu importe si nous l'ignorons ou non. Il était donc nécessaire d'augmenter l'influence de l'AÉTÉLUQ à l'externe afin de recueillir les informations, influencer les décisions, éviter les menaces, si possible, ou se préparer à se défendre le plus tôt possible. Il s'agissait donc beaucoup plus d'un sentiment de défense qui a motivé l'AÉTÉLUQ à s'intéresser à la politique étudiante québécoise.

L'association a donc commencé à fréquenter, comme observateurs sans droit de vote, les associations étudiantes universitaires nationales. Ces organisations sont les endroits où les représentants étudiants universitaires décident quels dossiers seront défendus auprès des décideurs publics.

Même si elle savait que c'était le chemin à prendre pour remplir sa mission, La connaissance de l'AÉTÉLUQ de ce milieu politique était très limitée. Les premières questions que nos délégations se posaient étaient les suivantes: Quelles intentions ces associations étudiantes nationales ont? Quel est leur mode de fonctionnement? Quelle est l'attitude des autres associations étudiantes de campus au Québec? Qu'est-ce que la communauté étudiante de la TÉLUQ, et son association étudiante, y ont à gagner ou à perdre? Quel poids d'influence réel ont ces organisations sur la politique québécoise en enseignement supérieur? Quels sont les dossiers qui y sont

⁶ Extrait des Lettres patentes de l'AÉTÉLUQ.

travaillés et défendus? Que devons-nous faire maintenant? Après environ trois ans de participation, nous sommes prêts à répondre à ces questions.

2. Situation actuelle

2.1 Première vue d'ensemble de la scène politique étudiante

Depuis le décloisonnement politique de l'AÉTÉLUQ, nous avons fait des expériences et plusieurs constats ont été établis. Tout d'abord, le monde qu'on a appris à découvrir à l'externe n'est finalement pas si négatif et d'importantes transformations sont en cours. La mobilisation québécoise historique de 2012 afin de contrer la hausse des frais de scolarité des étudiants et étudiantes universitaires québécois de 1625\$ par année a été le chant du cygne des deux principales organisations nationales universitaires. Des conflits internes, des climats toxiques et des réputations entachées ont amené la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)⁷ et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)⁸ à devenir des pages de l'histoire et réduire l'essentiel de leurs activités.

C'est dans cette situation particulière, un renouveau presque complet dans le mouvement étudiant, que l'AÉTÉLUQ a commencé à s'impliquer à l'échelle québécoise. Voici les premiers constats qui ont été faits:

- Trois principales associations étudiantes nationales existent ou se dessinent: l'Association pour la voix étudiante du Québec (AVEQ, nouvelle association), l'Union étudiante du Québec (UEQ, nouvelle association) et la Fédération des associations étudiantes universitaires québécoises en éducation permanente (FAEUQEP, existait déjà);
- Deux courants de pensée principaux existent et se confrontent dans la représentation étudiante: le syndicalisme de combat, qui se concentre sur l'établissement d'un rapport de force pour contraindre son adversaire à céder à ses demandes, et le syndicalo-réformisme, qui n'exclut pas l'établissement d'un rapport de force mais concentre son action à documenter ses enjeux et aller convaincre les décideurs par lobbyisme;
- La réalité étudiante de la TÉLUQ, où la majorité des étudiantes et des étudiants sont à temps partiel, étudient partout au Québec et concilient travail, études et famille, est peu connue dans la sphère publique;

⁷ Mouvement étudiant: la FEUQ, en plein doute, se met en veille, Radio-Canada, [En ligne], URL: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/718329/feug-etudiants-veille> (page consultée le 3 décembre 2018).

⁸ L'ASSÉ est au bord de l'implosion, Le Devoir, [En ligne], URL: <https://www.ledevoir.com/societe/education/517797/l-asse-au-bord-de-l-implosion> (page consultée le 3 décembre 2018).

- À l'instar de l'AÉTÉLUQ, toutes les parties impliquées veulent travailler à défendre la population étudiante universitaire du Québec et, si possible, améliorer leurs conditions de vie et d'études;
- La priorité est toujours mise à défendre les plus défavorisés afin de rendre l'éducation plus accessible et d'avoir des processus académiques justes.

Cette participation a permis de faire connaître à l'association les enjeux principalement travaillés et défendus par les interlocuteurs nationaux. En effet, même si l'on est capable d'avoir quelques citations de notre porte-parole sur des sujets de l'heure, toutes les tentatives de se prouver comme un vis-à-vis crédible et valable avec les décideurs de l'enseignement supérieur au Québec ont été peu fructueuses. Sans renier que des rencontres ont été obtenues et des photos ont été prises, le pouvoir réel d'influence de l'AÉTÉLUQ s'arrêtait là. Nous n'avons pas la crédibilité nécessaire pour que notre opinion soit prise au sérieux par les décideurs publics.

En résumé, notre première évaluation de ce milieu venait d'une prise de connaissance de la politique du mouvement étudiant, de la nature des échanges, des intentions des gens présents, de l'historique et du fonctionnement des autres associations de campus et se familiariser avec les dossiers traités. Elle était positive, mais nous voulions comparer nos pratiques et voir à quel point nous pouvions parler aux décideurs publics tout en restant indépendants. Le constat est simple: ce n'est pas possible pour l'AÉTÉLUQ de faire ce travail soi-même.

2.2 L'affirmation du fonctionnement de l'AÉTÉLUQ

De par les échanges avec nos nouveaux partenaires à travers le Québec, l'AÉTÉLUQ s'est comparée avec les autres et s'est transformée. Tout en prenant en compte les conditions socioéconomiques et la réalité à distance de notre population étudiante, l'expérience nous a conduit à adapter nos activités en s'inspirant des modèles de fonctionnement qui ont fait leur preuves ailleurs. Nous avons donc déjà profité de nos contacts externes: intégrer les meilleures pratiques sans avoir eu à prendre le risque de tester ces modèles. Mesure implantée depuis plusieurs années, l'AÉTÉLUQ continue de produire un plan d'action annuel où des objectifs spécifiques sont identifiés par voie démocratique, des moyens d'actions sont élaborés et une évaluation de l'avancement du dossier est fait. Afin de pouvoir converser convenablement et avec crédibilité avec nos interlocuteurs, nous devons maintenant multiplier nos connaissances et nos positions appuyées sur des recherches et des avis.

Les objectifs poursuivis sont indissociables de la mission des associations étudiantes: la quasi totalité des acteurs de la communauté universitaire québécoise

et de la TÉLUQ recherchent le bien commun pour les étudiants et les étudiantes. La réelle dissidence est sur les moyens à prendre pour atteindre ces objectifs. Il faut donc étudier la meilleure manière d'atteindre son objectif, et non pas monter son argumentaire en fonction des moyens qu'on veut utiliser. Il s'agit donc de la marche à suivre qui est utilisée par l'AÉTÉLUQ depuis quelques années et qui est appliquée par les organisations avec lesquelles nous collaborons:

1. Identification de l'objectif poursuivi;
2. Identification de la solution précise au problème, où à quel moment on crie victoire;
3. Cartographie des acteurs personnels ou organisationnels impliqués ou qui ont une influence sur l'accomplissement de la solution;
4. Identification du véhicule pour porter la campagne;
5. Élaboration d'un plan de campagne dynamique et mise en oeuvre des actions;
6. Gestion de la situation finale, soit une victoire totale, une victoire partielle ou une défaite.

Cette logique d'action et de mobilisation fonctionne autant pour les adeptes du syndicalisme de combat que du syndicalo-réformisme. Il peut être appliqué à tous les niveaux d'organisation dans le mouvement étudiant, mais tout dépend des objectifs poursuivis. Or, les enjeux connus et travaillés par l'AÉTÉLUQ dans les dernières années sont nombreux:

- Révision du financement des universités du Québec en prenant compte de la réalité de la TÉLUQ, où la plupart des étudiants sont à temps partiel, mais que les services sont financés en étudiants en équivalent temps plein (EETP);
- Création d'un ombudsman;
- Améliorer la transparence et le fonctionnement du traitement des cas de plagiat et de fraude académique;
- Révision du modèle d'encadrement;
- Rétroaction sur les évaluations notées;
- Adaptation du programme d'aide financière aux études pour y inclure la réalité étudiante à temps partiel;
- Obtention de la liste des courriels institutionnels des étudiants et étudiantes membres.

Ces dossiers sont importants pour les étudiantes et les étudiants de l'Université TÉLUQ. Ils sont toujours à travailler et nécessitent plusieurs années de travail, tout en demandant une surveillance constante. Ils sont aussi importants parce qu'ils finissent par affecter la quasi totalité des membres et ont le potentiel de défendre les personnes plus défavorisées.

Plus récemment, deux gros dossiers ont également occupé nos priorités: le projet de eCampus Québec et la crise de la direction de la TÉLUQ concernant l'Institut MATCI. Le projet eCampus Québec est de créer une plateforme unique pour la formation à distance au Québec, à l'instar du eCampus Ontario⁹. Seule université uniquement à distance, la TÉLUQ se retrouve à une croisée des chemins où cette opportunité peut également représenter une grande menace. L'attribution de ce projet, selon toute vraisemblance, deviendra assurément avec une garantie informelle de pérennité avec des moyens financiers supplémentaires de la part du gouvernement. Toutefois, c'est présentement l'Université Laval qui compte le plus de cours en ligne au Québec, et le lobby des universités à charte à l'échelle nationale est beaucoup plus influent que le lobby des universités publiques. Donc, présentement, notre analyse de la situation est que l'Université Laval est présentement mieux placée, par son portfolio de cours en ligne déjà offerts et sa force de lobbyisme, que l'Université TÉLUQ pour avoir les avantages de la plateforme du eCampus Québec.

Concernant la crise de la direction, celle-ci vient plus d'un an après le début d'un partenariat entre notre université et l'Institut MATCI, une entreprise qui offre des outils d'intégration pour les nouveaux immigrants. Plusieurs programmes sont offerts par la TÉLUQ avec cet Institut, mais l'encadrement a été fait par les employés de la corporation à but lucratif¹⁰. Dans le contexte où l'université a revu son modèle d'encadrement des étudiants et des étudiantes afin de se débarrasser informellement de ses tuteurs et tutrices, cet acte de privatisation des activités d'enseignement supérieur a fait beaucoup parlé. Après avoir collaboré fortement afin de faire la lumière sur la question à l'interne de l'université, notre porte d'intervention, c'est finalement les efforts soutenus du syndicat des tuteurs et tutrices (STTTU) et son affiliation nationale, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), qui ont abouti à ce que le ministère de l'enseignement supérieur, piloté par Mme Hélène David, se penche sur la situation.

Un vendredi après-midi de juillet, le couperet tombe: le directeur général - le recteur de la TÉLUQ, en quelque sort - est suspendu par le conseil exécutif du Québec¹¹. L'AÉTÉLUQ et ses étudiants et étudiantes se retrouvent comme victimes, n'ayant aucun pouvoir d'action sur la situation. C'est là qu'est mis en lumière l'absence totale

⁹ 1,2 milliards pour faire entrer les élèves québécois dans le 21e siècle, Radio-Canada, [En ligne], URL: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1103985/web-plan-action-numerique-education-quebec> (page consultée le 28 septembre 2018).

¹⁰ Privatisation à l'université: les autorités québécoises enquêtent sur une entente secrète, Radio-Canada, [En ligne], URL: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1118234/teluq-matci-universite-quebec-helene-david-privatisation-sous-traitance> (page consultée le 28 septembre 2018).

¹¹ Le DG de l'Université TÉLUQ relevé de ses fonctions, Patricia Cloutier, La Presse. [En ligne], URL: <https://www.lesoleil.com/actualite/le-dg-de-luniversite-teluq-releve-de-ses-fonctions-a2e6867c8b7bf87a86cd2c7cb421c3d1> (page consultée le 28 septembre 2018).

de considération nationale pour l'Association étudiante de la TÉLUQ: malgré que le directeur général de l'AÉTÉLUQ soit quelqu'un qui ait collaboré avec la ministre pendant quelques années, malgré les communications avec le cabinet de la ministre pendant des mois à propos de l'obtention, en vertu de la Loi sur l'accréditation et le financement des associations d'élèves et d'étudiants, de la liste des courriels institutionnels, malgré notre interaction concernant le eCampus Québec afin que la perspective étudiante soit entendue dans les démarches de création et malgré notre place respectable comme intervenant et acteur dans la communauté universitaire de la TÉLUQ, on ne daigne même pas nous inviter à la rencontre d'information pour faire le point sur la plus grande crise institutionnelle de notre université et sur les perspectives d'avenir de celle-ci. Bien que la ministre ait reconnu son tort par la suite, le constat est simple à faire: nous n'avons aucun pouvoir d'influence et ne sommes pas reconnus par les décideurs publics. Si nous attendions un nouvel élément déclencheur pour devoir changer à nouveau notre statut quo, en voilà un.

Donc, malgré avoir intégré dans notre fonctionnement toutes les meilleures pratiques du mouvement étudiant, les personnes qui ont le pouvoir de contrôler une partie importante des conditions de vie et des conditions académiques de nos membres ne prennent tout simplement pas notre opinion en compte. Ces décideurs publics, le ministère et ses fonctionnaires, contrôlent au moins la moitié des dossiers actuels de l'AÉTÉLUQ. Nous sommes donc à la merci des décisions des paliers décisionnels sur lesquels nous n'avons presque aucune influence.

2.3 Notre pouvoir d'influence

Les questions suivantes viennent de soi: mais, au fond, qu'est-ce que le pouvoir d'influence? Comment s'acquiert-il? Comment le mesurer? Nous tentons ici de construire un modèle qui, basé sur nos expériences, définit le pouvoir d'influence, le mesure qualitativement et décrit des actions pour l'acquérir. Tout le pouvoir d'influence de notre organisation peut se détailler en cinq sphères de relations politiques et décisionnelles:

1. La reconnaissance par ses membres;
2. La reconnaissance par l'institution;
3. La reconnaissance par les pairs associatifs;
4. La reconnaissance par les entités nationales et les collaborateurs connexes;
5. La reconnaissance par les décideurs publics.

Si l'une de ces sphères reconnaît notre expertise et notre influence sur son palier précédent, il y aura une écoute et une considération de l'opinion de l'AÉTÉLUQ. Les personnes, représentants et représentantes avec lesquelles nous faisons affaire ne se lèvent pas le matin en se demandant comment faire le mal dans le monde; tout le monde cherche à faire le mieux avec les ressources qui leur sont imparties. Ce sont

donc nos arguments qui doivent peser dans le mécanisme de décision afin de défendre nos membres. Présentement, voici comment peut se détailler notre influence:

1. De plus en plus, la multiplication des communications et des interactions directes entre l'association et ses membres, difficiles à mobiliser à distance, donne une base solide à l'AÉTÉLUQ pour travailler pour eux. C'est une relation de confiance particulière qui découle d'une perception que l'association étudiante travaille aux intérêts de la population étudiante.
2. Bénéficiant d'un canal aisé de communication avec toutes facettes de l'administration et de la direction de notre université, ils nous reconnaissent comme un intervenant valable pour eux; ils connaissent que nos relations avec la masse critique de nos membres est bonne et s'améliore rapidement. Leur porte est toujours ouverte pour accepter les critiques constructives afin de travailler à l'atteinte d'objectifs communs.
3. La reconnaissance des pairs associatifs est le terrain de bataille actuel. Les autres associations étudiantes de campus, ou les plus hautes entités étudiantes de chaque université, sont celles qui siègent comme membres ou observateurs sur les associations nationales. Cela fait peu longtemps que nous avons des relations avec eux et leur connaissance de notre reconnaissance avec notre institution s'améliore, notamment avec la tenue d'un premier 6 à 8 où même notre directeur général intérimaire a participé. L'exercice d'y avoir des collaborateurs externes présents servait à aider à la reconnaissance par les pairs, et la présence des étudiants et étudiantes membres servait à montrer nos relations avec ceux-ci. Les autres manières d'améliorer notre reconnaissance par les pairs associatifs est de participer à leurs initiatives, comme plusieurs associations comme la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM), la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) et quelques autres. Une autre manière d'augmenter notre reconnaissance dans ce groupe est en démontrant la contribution que nous pouvons faire dans les paliers supérieurs, notamment en produisant des recherches, en tenant des événements, en offrant des services et ayant le support de nos membres.
4. C'est ici que nous sommes principalement rendus afin d'augmenter notre influence et notre pouvoir d'action. Toutefois, dans une perspective stratégique à moyen et long terme, il faut concentrer nos efforts envers les collaborateurs externes qui contribueront à l'atteinte de notre mission. Nous siégeons présentement comme observateurs à l'AVEQ et à l'UEQ, les deux principales organisations étudiantes. Nous avons une écoute dans ces organisations, mais notre pouvoir réel d'influence, qui découle de la considération des acteurs autour de la table et de notre pouvoir d'influence

dans notre milieu local, a plafonné. Pour ce qui est des collaborateurs sur la scène nationale, comme l'Institut du Nouveau Monde (INM), Force Jeunesse (FJ), les forums jeunesse et Citoyenneté Jeunesse (CJ), les centrales syndicales en enseignement supérieur, les ailes jeunesses des principaux partis politiques (CNJPQ, CJPLQ, CRCAQ et QS directement) et les groupes sociaux divers (Échec aux paradis fiscaux, Collectif pour un Québec sans pauvreté, etc), nous n'avons pas de contacts organisationnels présentement, seulement quelques liens personnels. Les associations étudiantes de campus les plus influentes collaborent fréquemment avec ces groupes afin d'obtenir leur appui dans leurs revendications spécifiques.

5. À peu près au même niveau qu'avec la FAEUQEP, l'AÉTÉLUQ peut réussir à discuter avec des gens jusqu'au cabinet de la ministre. Lorsqu'on est un groupe représentant un intérêt, ce n'est pas aussi difficile qu'on le pense de réussir à les contacter. Quel est notre pouvoir réel d'influence? Tel que détaillé précédemment, c'est par respect qu'ils nous répondent et notre pouvoir réel d'influence est totalement nul, que ce soit pour des enjeux institutionnels comme les courriels ou que ce soit pour contribuer au projet de eCampus Québec. Ils ne considèrent pas que l'AÉTÉLUQ a une reconnaissance suffisante au niveau national, collabore auprès de peu d'acteurs connus de ce palier, et ils n'ont aucune idée de notre niveau d'influence dans les autres niveaux.

En résumé, l'AÉTÉLUQ est confinée à être à la merci des décisions d'acteurs qui ne nous reconnaissent toujours pas comme un interlocuteur valide pour plusieurs de ses dossiers prioritaires. Dans la logique de remplir notre mission à tous les niveaux, il faut continuer d'obtenir la reconnaissance de nos membres, entretenir les relations avec l'Université TÉLUQ, continuer les efforts pour la reconnaissance de nos pairs associatifs et se concentrer maintenant à la reconnaissance par le palier national: les associations étudiantes nationales et leurs collaborateurs. Afin de respecter les impératifs d'une organisation de campagne et de mobilisation vus plus haut, il faut maintenant choisir le véhicule qui nous permettra d'atteindre nos objectifs, et donc d'influencer les décideurs publics que nous tentons d'atteindre.

3. Les associations étudiantes nationales

Depuis sa création, l'AÉTÉLUQ ne s'est risquée qu'une fois à être membre d'une association nationale: la FAEUQEP. Cet échange, qui n'a pas donné les résultats escomptés, nous pousse à revoir les critères pour évaluer nos collaborateurs sur la scène québécoise.

Ultimement, ce qui répond à nos besoins, c'est une association étudiante nationale qui nous aide et nous supporte dans nos luttes locales, qui défend notre réalité à Québec, qui a un réel pouvoir d'influencer les décisions, dont la mission correspond à la nôtre et qui peut mener des dossiers à terme. La structure, le fonctionnement et la culture de l'organisation doivent supporter les efforts de l'organisation en respectant les impératifs éthiques et démocratiques chers à l'AÉTÉLUQ.

L'expérience avec la FAEUQEP, bien que nous continueront de collaborer avec elle s'il y a lieu, en est un exemple. Le choix avait été fait car il s'agissait de l'organisation qui connaissait le mieux la réalité étudiante à la TÉLUQ. Toutefois, le pouvoir de mobilisation était faible et le pouvoir d'influence était limité à un échange de points de vue sans un signe réel de réussir à convaincre ses interlocuteurs. Une réforme de la structure afin de la re-dynamiser a été proposée, mais rejetée. Cet échec a sonné la fin des efforts de l'AÉTÉLUQ au sein de cette organisation, ne renouvelant pas son affiliation après un an.

Les critères retenus pour évaluer les associations étudiantes nationales sont:

- La mission, la vision et les valeurs promues, défendues et fondatrices;
- Le fonctionnement interne et la structure qui supporte les activités;
- Le dynamisme des membres, des instances et des coordonnateurs;
- Le pouvoir de mobilisation direct et indirect;
- Le pouvoir de lobbyisme direct et indirect;
- Les sujets des dossiers travaillés;
- L'avancement réel des dossiers travaillés;
- Les mécanismes de support aux membres;
- L'appréciation de l'intérêt et de l'affinité de l'association nationale et ses membres à notre participation;
- Les autres facteurs impondérables mais incontournables.

Le résumé de l'évaluation de chaque critère, qui relève de la participation des représentants, des recherches et des analyses de l'équipe, est présenté dans le tableau 1. Bien que basé autant que possible sur des critères objectifs, l'appréciation intrinsèquement subjective de la situation fait que ce portrait ne suscitera pas

l'unanimité. L'analyse des éléments pertinents à chaque critère est détaillée dans les sections subséquentes.

Tableau 1 - Résumé des critères d'évaluation des associations étudiantes nationales

	AVEQ	UEQ
Mission, vision et valeurs	Comparable à l'AÉTÉLUQ et insiste sur l'inclusion	Comparable à l'AÉTÉLUQ, insiste sur l'inclusion et l'efficacité
Fonctionnement et structure	Structure démocratique, mandats donnés aux exécutants, commissions spécialisées, un vote par association, mandats venant des membres uniquement	Structure démocratique, mandats donnés aux coordonnateurs, comités spécialisés, comités de travail spécifiques pour regrouper les non-membres, un vote par association pour le moment, mandats adoptés par les membres avec une initiative de suggestions du comité de coordination
Dynamisme associatif	Trois membres, 45 000 personnes, jusqu'à 87 500 personnes représentées autour de la table	Huit membres, 79 000 personnes, jusqu'à 198 000 personnes représentées autour de la table
Pouvoir de mobilisation	Support d'initiatives locales, pas d'initiative nationale, mobilisation individuelle	Initiative nationale avec l'adhésion des membres, mobilisation locale
Pouvoir de lobbyisme	Aucune démonstration de réelle considération de leur opinion par les décideurs publics	Large réseau d'influence dans la société civile et auprès des décideurs publics, réelle considération de leurs positions
Dossiers travaillés	Processus décisionnel flou, dossiers qui, au mieux, concernent indirectement nos membres	Processus décisionnel clair, dossiers qui concernent directement les conditions socioéconomiques de nos membres
Avancement des dossiers	Très peu de résultats, qualité des documents discutable	Énormément de documentation, bonne qualité d'argumentaire et avancement indéniable de la condition de leurs étudiantes et étudiants

		membres
Support aux membres	Peu de visibilité de leurs actions, semble avoir une présence sur les campus membres et non-membres anglophones	Visibilité et témoignages multiples de support comme organisateurs et bénévoles dans les initiatives locales chez les membres, en priorité, et les non-membres
Affinité mutuelle	Peu d'affinités dans la logique d'action et les dossiers	Calque de la logique d'action et des dossiers de l'AÉTÉLUQ
Impondérables	Débrouillardise, manque de professionnalisme	Professionnalisme et ressources internes déterminantes

3.1 Mission, vision et valeurs

Commençons, en ordre alphabétique, par l'AVEQ. Les textes réglementaires de l'association comprennent une mission, des objectifs et des valeurs, mais pas de vision. La distinction entre la mission et les objectifs est difficile à faire. On en comprend, de façon détaillée, les fins poursuivies par l'AVEQ. Celles-ci sont toutes nobles et viennent chercher assez précisément les buts poursuivis par l'AÉTÉLUQ. Toutefois, les activités réelles de l'organisation se concentrent sur certains points tout en délaissant certains pans, selon les motivations des gens impliqués et la direction donnée par ses membres. Cet aspect sera détaillé dans les points subséquents.

Extrait des statuts et règlements de l'AVEQ: mission, vision et valeurs

Article 8 : Mission

L'AVEQ vise à regrouper la population étudiante universitaire du Québec dans le but de défendre leurs intérêts pédagogiques, politiques, sociaux et économiques, et ce, principalement par la recherche, la représentation et la mobilisation. En ce sens, les grands enjeux sociaux sont au cœur des préoccupations de l'association nationale, en particulier ceux liés à la réalité étudiante.

Article 10 : Objectifs

L'AVEQ doit chercher à :

- Promouvoir une éducation de qualité et accessible pour toutes et tous;
- Promouvoir une analyse et une compréhension de l'éducation dans une perspective sociétale;
- Mobiliser les étudiantes et les étudiants en fonction des enjeux touchant les valeurs de l'association nationale;
- Produire un argumentaire basé sur de la recherche de qualité et la consultation des membres;

- Représenter les membres et défendre la population étudiante du Québec auprès des gouvernements et de toutes autres instances;
- Construire et maintenir des liens de solidarité avec les associations étudiantes, syndicats et groupes communautaires ayant des mandats similaires afin de se positionner comme vecteur de changement social;
- Défendre une variété d'intérêt étudiant ainsi que les réalités propres aux différentes régions du Québec.

Article 11 : Valeurs

1. Démocratie participative [...]
 - a. Souveraineté locale [...]
 - b. Transparence [...]
 - c. Autonomie politique [...]
2. Solidarité [...]
 - a. Engagement [...]
3. Équité [...]
 - a. Inclusion et féminisme [...]
 - b. Éducation accessible et de qualité [...]
 - c. Justice sociale et environnementale [...]

Note: Un paragraphe descriptif suit chaque valeur énumérée à l'article 11, ils ont été retirés pour les fins de la présentation; l'article 9 n'a pas été retiré, le texte original saute directement de l'article 8 à 10.

Du côté de l'UEQ, nous retrouvons en ordre la mission, la vision et les valeurs, soit les trois premiers articles de leur Règlement général. La mission ne diffère pas beaucoup de celle de l'AÉTÉLUQ ou de l'AVEQ. Dans la vision, nous reconnaissons les pistes fondatrices du mode d'action de l'association. Les valeurs de l'UEQ, à l'instar de l'AVEQ, sont centrées sur l'inclusion et l'ouverture. Toutefois, une insistance particulière et distinctive est mise sur l'efficacité et l'avancée concrète des dossiers mis de l'avant.

Extrait du Règlement général de l'UEQ: mission, vision et valeurs

Article 1

La personne morale a pour mission de défendre les droits et intérêts de la communauté étudiante, de ses associations membres et de leurs membres, en promouvant, protégeant et améliorant la condition étudiante et la condition des communautés locales et internationales selon les valeurs dont elle s'est dotée.

Section II: Vision

Article 2

La vision de la personne morale s'articule autour des mandats suivants :

- a) Regrouper l'ensemble de la communauté étudiante universitaire;
- b) Agir solidairement avec les autres organisations et associations pertinentes qui partagent des objectifs similaires;

- c) Représenter ses associations membres et être un acteur incontournable sur toutes les tribunes pertinentes;
- d) Être un acteur de changement social, tout en priorisant les enjeux touchant l'éducation supérieure.

Section III: Valeurs

Article 3

Les valeurs sur lesquelles la personne morale s'appuie dans le cadre de ses activités sont l'efficacité, l'équité, la transparence, la collégialité et la souveraineté locale. À cet effet, elle:

- a) Agit avec efficacité par un discours fondé et des avancées concrètes;
- b) Accorde une écoute particulière à chacune des réalités différentes de la communauté étudiante (âge, langue, provenance, conditions socioéconomique, expérience de vie, ethnicité, identité de genre, orientation sexuelle, culture, religion, communauté minoritaire et marginalisée) pour les inclure et les considérer de manière juste et équitable sans faire preuve de discrimination aucune;
- c) A une structure démocratique, claire, accessible et transparente;
- d) Encourage ses associations membres à se traiter avec collégialité, respect et considération;
- e) Respecte la souveraineté locale de ses associations membres concernant leurs méthodes de prises de décisions.

Du côté d'une organisation comme de l'autre, la mission est très large et correspond en général à leurs activités, tout en correspondant à la mission de l'AÉTÉLUQ. La réelle différence se situe dans la vision de l'application de cette mission à travers les activités de l'organisation.

3.2 Fonctionnement et structure

Les deux organisations peuvent se targuer d'avoir une structure fortement démocratique. Les membres ont pas mal toujours le dernier mot sur toutes les décisions. Il existe dans les deux cas d'une hiérarchie d'instances, où plusieurs sous-instances spécialisées dans les catégories d'actions existent.

Pour ce qui est de l'UEQ, hormis le conseil d'administration qui remplit les fonctions minimales, ce sont les caucus et l'assemblée générale qui sont le coeur décisionnel. La formule de vote dans ces instances découle d'une équation complexe. Toutefois, en pratique, il s'agit d'une semi-proportionnelle où, lorsque le nombre de membres est moins élevé comme présentement, il s'agit d'un vote par association membre. Toutefois, si le nombre venait à augmenter, les associations représentant le plus d'étudiants et d'étudiantes pourraient avoir plus de votes. Les comités permanents qui découlent du caucus et de l'assemblée générale sont:

- Comité des affaires sociopolitiques

- Comité des affaires institutionnelles
- Comité des affaires académiques
- Conseil national des cycles supérieurs et de la recherche
- Comité des associations de région

Notons que les deux derniers de ces comités sont pour travailler et réunir des groupes présentant des réalités particulières communes. En plus de ces comités, un comité de coordination agit comme les exécutants de l'organisation, appliquant les mandats qui leurs sont attribués par les membres. Il y a également les comités de travail spécifiques (CTS), des instances semi-autonomes de l'UEQ, qui peuvent être créées à la demande des membres pour un enjeu particulier et disposant de ressources financières, matérielles et organisationnelles. Depuis sa création, il y a eu une campagne pour la compensation de l'internat des doctorants en psychologie (en collaboration avec la FIDEP), l'intégration de la Campagne de Revendication et d'Actions Interuniversitaires des Étudiant-es en Éducation en Stage (CRAIES) concernant la compensation des stagiaires en éducation, une campagne de développement durable pour le retrait des contenants à utilisation unique des campus universitaires et, plus récemment, la campagne de revendications des étudiantes et étudiants du Québec (RÉÉQ) pour les élections générales québécoises de 2018. Cette structure permet l'implication de non-membres à des campagnes et de bénéficier des ressources professionnelles à la disposition de l'UEQ.

Figure 2 - Fonctionnement de l'UEQ¹²



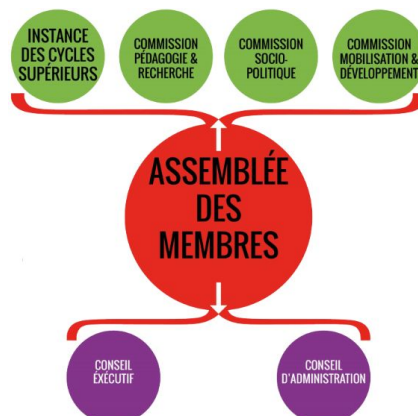
Du côté de l'AVEQ, il y a également des instances spécialisées, qui sont les commissions suivantes:

- Affaires institutionnelles
- Cycles supérieurs
- Recherche et pédagogie
- Développement associatif
- Mobilisation et affaires sociopolitiques

¹² Fonctionnement, Union étudiante du Québec. [En ligne], URL: <https://unionetudiante.ca/le-projet/> (page consultée le 28 septembre 2018).

Ces commissions relèvent toutes de l'assemblée des membres, qui donne ses mandats selon le fonctionnement d'un vote par association membre, peu importe le nombre d'étudiants et d'étudiantes qu'elles représentent. Le conseil exécutif, qui comporte six postes, correspond aux commissions, à la coordination générale et au secrétariat général. Le conseil d'administration complète la structure de gouvernance en remplissant les rôles minimaux que lui attribue la Loi sur les compagnies du Québec¹³.

Figure 3 - Fonctionnement de l'AVEQ¹⁴



Il est bon de souligner que des deux côtés, il y a un accueil des non-membres comme observateurs autour de la table et dans les discussions. De plus, la plupart des décisions se prennent par consensus, non sans parfois avoir des débats sur les sujets. Pour ce qui est du processus d'affiliation et de désaffiliation, ces processus sont à la discrétion du fonctionnement local. Il est donc facile, selon nos mécanismes choisis, de s'affilier et se désaffilier selon la volonté de nos étudiantes et étudiants membres. Au niveau de la communication d'informations et la transparence, les informations de nature stratégique, comme les budgets, sont accessibles principalement aux membres. Autant pour l'UEQ que l'AVEQ, il y a une insistance nécessaire sur la transparence sur leurs activités, mais pas à outrance. Il est reconnu que la redevabilité est envers les membres et que certaines informations pourraient nuire à l'accomplissement de leurs objectifs. Pour ce qui est des textes fondateurs de chaque organisation, nous ne pouvons passer sous silence l'exhaustivité, la mise à jour et la cohérence des documents de l'UEQ et le manque de rigueur de plusieurs dispositions de l'AVEQ. Aussi, l'UEQ utilise le Code de procédure des assemblées délibérantes de Victor Morin (Code Morin), tout comme l'AÉTÉLUQ, tandis que l'AVEQ utilise le Guide de procédures des assemblées délibérantes de Patrick Véronneau (Code Véronneau). Ils ont un Fonds d'action communautaire¹⁵, qui permet le financement d'initiative de leurs étudiantes et

¹³ Loi sur les compagnies du Québec, RLRQ, chapitre C-38, partie III.

¹⁴ Tiré de la présentation de l'AVEQ au conseil d'administration de l'AÉTÉLUQ, 12 juin 2018.

¹⁵ Fonds d'action communautaire, AVEQ, [En ligne], URL:

<https://aveq-nous.ca/fonds-daction-communautaire-2/> (page consultée le 5 décembre 2018).

étudiants (ou groupes) membres sur les projets de mobilisation, mais sommes peu au courant de leurs initiatives. Après l'analyse, nous devons nettement donner l'avantage à l'UEQ de par les CTS, une formule qui a donné des résultats inespérés et une mobilisation importante pour chacune de ces initiatives. L'autre distinction importante à faire entre les associations, c'est le pouvoir d'initiative de ceux qui font office d'exécutants nationaux. Du côté de l'AVEQ, il y a une culture que les mandats doivent uniquement venir des membres, sans que ceux-ci ne soient réellement au courant des enjeux d'envergure nationale. De la vision de l'AÉTÉLUQ, il doit y avoir une confiance envers les personnes mandatées sur la scène nationale québécoise pour rapporter les enjeux qu'ils jugent pertinents à la population étudiante. Toutefois, la décision finale doit revenir aux associations membres, et c'est le cas. Le manque d'initiative de l'exécutif national du côté de l'AVEQ est un problème fonctionnel important qui peut mener à passer à côté d'importants enjeux.

3.3 Dynamisme associatif

Le dynamisme associatif, on peut le décrire simplement à la participation spontanée et avec enthousiasme des membres des associations nationales, la santé financière ainsi la tendance de fréquentation. Du côté de l'AVEQ, il y avait trois associations membres jusqu'à tout récemment:

- Concordia Student Union (CSU), environ 35 000 membres;
- Association générale étudiante de l'Université du Québec à Rimouski (AGECAR), environ 3000 membres;
- Mouvement des associations générales étudiantes de l'Université du Québec à Chicoutimi (MAGE-UQAC), environ 7000 membres.

Notons également la participation récurrente comme observateurs des associations étudiantes de McGill au premier cycle (SSMU, environ 27 500 membres), de la faculté d'éducation de l'Université du Québec à Montréal (ADEESE-UQAM, environ 4 500 membres) et de l'Université du Québec à Trois-Rivières (AGE UQTR, environ 10 500 membres). Cela fait formellement environ 45 000 étudiants représentés comme membres et jusqu'à 87 500 étudiants et étudiantes représentées autour de la table de façon régulière. Notons que nous nous excluons du calcul, mais considérons représenter environ 9 000 membres par session en moyenne.

Un événement majeur pour la continuité des opérations de l'AVEQ est arrivé tout récemment: le 23 octobre 2018, le MAGE-UQAC s'est désaffilié¹⁶. En plus du départ d'une association très active, l'organisation qui avait déjà un très lourd stress financier devra prendre de difficiles décisions dans un avenir rapproché. L'AÉTÉLUQ n'ayant pas été invitée lors du dernier congrès de l'AVEQ en octobre 2018, nous ne savons pas quelle direction est prise par les associations membres et l'exécutif. De façon qualitative, nous devons être honnêtes que les débats peuvent être acrimonieux, l'ambiance de collaboration est présente

¹⁶ Désaffiliation de l'AVEQ, MAGE-UQAC, [En ligne], URL: <https://mageuqac.com/desaffiliation-de-laveq/> (page consultée le 6 décembre 2018).

mais ne donne pas l'impression de résultats réels et que la santé financière de l'association est à grand risque.

Du côté de l'UEQ, il y a huit associations membres:

- FAÉCUM, environ 40 000 membres;
- Association étudiante de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (AéESG), environ 14 500 membres;
- Association générale étudiante de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (AGEUQAT), environ 3000 membres;
- Association étudiante de Polytechnique (AEP), environ 5500 membres;
- Association des étudiants de cycles supérieurs de Polytechnique (AÉCSP), environ 2000 membres;
- Regroupement étudiant des 2e et 3e cycles de l'Université de Sherbrooke (REMDUS), environ 10 000 membres;
- Association étudiante de l'École nationale d'administration publique (AEENAP), environ 1500 membres;
- Bishop's University Student Representative Council (BUSRC), environ 2500 membres.

Notons également la participation récurrente comme observateurs des associations étudiantes de McGill au premier cycle (SSMU, environ 27 500 membres) et aux cycles supérieurs (PGSS, environ 9000 membres), de l'Université du Québec à Trois-Rivières (AGE UQTR, environ 10 500 membres), de l'École de technologie supérieure (AÉÉTS, environ 10 000 membres), de l'Université Laval au premier cycle (CADEUL, environ 34 000 membres) et aux cycles supérieurs (AELIÉS, environ 11 000 membres), de l'UdeS au premier cycle (FEUS, environ 14 000 membres) et de l'école des Hautes études commerciales aux cycles supérieurs (AECS HEC, environ 3000 membres). Cela fait formellement environ 79 000 étudiants représentés comme membres et jusqu'à 198 000 étudiants et étudiantes représentées autour de la table de façon régulière, en nous excluant encore une fois du calcul.

Il est incontournable de reconnaître que c'est l'UEQ qui suscite le plus gros engouement de participation, mais l'on ne peut passer sous silence des référendums d'affiliation qui se sont conclus à la négative pour la FEUS et la CADEUL. Toutefois, il est arrivé une situation similaire à l'AVEQ, où l'AGE UQTR n'a pas atteint le seuil minimal pour que le résultat soit valide et qu'il ait fallu plus d'un référendum au MAGE UQAC avant d'affilier à l'AVEQ. Depuis 2012 et 2015, nous pouvons observer une tendance à se concentrer aux enjeux locaux et se désolidariser des luttes au niveau national, ce qui peut expliquer ces résultats. Qui plus est, il est normal que de jeunes associations aient une feuille de route plus mince à promouvoir lors des campagnes référendaires, le mode de consultation le plus souvent préféré par les associations étudiantes issues de campus traditionnels.

3.4 Pouvoir de mobilisation

Ce critère est probablement celui qui est le plus sujet à interprétation selon les visions et les perceptions de ce qu'est la mobilisation. Afin de circonscrire ce qui est évalué, les indicateurs suivant sont analysés:

- La capacité d'engager dans une action directe, sans intermédiaire, des étudiantes, étudiants, et leurs représentants;
- La capacité d'engager, par une campagne de leur initiative, l'engagement direct ou indirect des étudiantes ou des étudiants et de leurs représentants;
- Dans une pondération moins importante, puisque cet facteur dépend beaucoup plus de l'organisation locale et du pouvoir de mobilisation sur le campus. Cet indicateur est toutefois calculé car le support qui peut être apporté aux associations membres par l'organisation nationale peut contribuer à l'engagement local et à la réussite d'une campagne locale.

Du côté de l'AVEQ, la mobilisation directe est leur image de marque désirée. Il y a une forte publicité dans les moyens de communications de l'association nationale sur la participation et la présence dans les événements directs, tels des manifestations, des rassemblements ou des actions. Toutefois, aucune n'est de l'initiative de l'AVEQ, mais bien de leurs associations locales ou de groupes partenaires. Il n'y a pas non plus d'explication dans les documents internes, tels les plans d'action, sur des moyens concrets qui seraient engagés pour mobiliser la base étudiante dans les campagnes d'initiative nationale, comme celle sur les nombreuses revendications électorales québécoises de 2018. Nous avons pu toutefois observer de la sensibilisation par des kiosques d'information lors de la rentrée, sans avoir de nouvelles des résultats ni d'écho significatif de leurs revendications. Le difficile constat est que nous n'avons aucune preuve de quelconque pouvoir de mobilisation réel de la base du côté de l'AVEQ, mais plutôt d'un réseau de personnes et d'organisations convaincues qui ont de la difficulté à aller chercher de nouveaux appuis. Il ne semble pas avoir de remise en question de cet aspect, car on se rabat systématiquement sur la conception que le fonctionnement démocratique de style « bottom-up » est un gage assuré d'une mobilisation de la base. On sent toutefois une forte collaboration avec les exécutifs locaux des associations membres, qui semblent avoir une conviction positive sur leurs campagnes locales et leur capacité d'engagement, tout en pouvant se targuer de l'appui de leur association nationale.

Pour ce qui est de l'UEQ, ce n'est pas admis comme son atout principal. Admettant l'inclusion des actions des CTS, puisque leurs ressources engagées sont directes, explicites et transparentes, on remarque toutefois l'organisation ou la continuité de plusieurs campagnes provenant de l'initiative de leur structure. À l'instar de l'AVEQ, des kiosques d'informations se sont promenés sur les campus membres. Il y a également eu des campagnes directes, telle celles du RÉÉQ (revendications et sortie de vote), On sait boire (#ÀVosGourdes) et les actions de sensibilisation de la CRAIES. Sans minimiser le pouvoir de mobilisation des associations membres de l'UEQ, toutes très actives, il faut souligner que les communications entourant ces mobilisations sont systématiques, professionnelles, dynamiques et contribuent à une image de marque d'une participation populaire aux campagnes.

Pour ce critère, il faut mentionner que la perception véhiculée repose beaucoup sur la capacité des associations nationales de communiquer, autant à l'interne que publiquement sur leurs différentes plateformes, les actions. Alors que ce facteur semble secondaire, il est plutôt primordial pour promouvoir, valoriser et susciter l'engagement de nouvelles

personnes, de contribuer au sentiment d'appartenance envers les organisations et ses campagnes et de contribuer à sa reconnaissance comme interlocuteur valide. Alors qu'il serait naturel de s'attendre à ce que l'AVEQ remporte ce critère haut la main, les données à notre portée nous forcent à donner le clair avantage à l'UEQ.

3.5 Pouvoir de lobbyisme

Avant de monter dans les rideaux de la vertu en horreur du lobbyisme, décrivons ce que nous concevons comme le lobbyisme dans le milieu communautaire et social. Dans le contexte des associations étudiante nationales, nous l'entendons ici comme le pouvoir de sensibiliser et de convaincre les décideurs publics d'orienter leurs actions vers les objectifs poursuivis par leur groupe. On parle ici d'évaluer son pouvoir d'influence, de façon similaire à celle utilisée dans la deuxième section du présent document, soit la reconnaissance que l'organisation a auprès des décideurs publics. Les moyens utilisés peuvent être par rencontre directe avec les décideurs publics, par l'entretien des relations et des appuis obtenus avec des partenaires qui peuvent contribuer à la reconnaissance de leur organisation ou par la contribution que ses membres peuvent apporter au consensus qu'ils représentent.

Alors que l'image de marque de l'AVEQ était le pouvoir de mobilisation, celle de l'UEQ est définitivement d'être le lobby étudiant québécois. Le détail des discussions, que ce soit des rencontres rapportées ou participées, nous porte à croire que la réelle considération des points de vue et des arguments présentés au ministère de l'enseignement supérieur est accordée à l'UEQ. Les deux organisations ont l'occasion de les présenter à leurs interlocuteurs gouvernementaux, mais les décisions prises correspondent beaucoup plus à ce qui est défendu par l'UEQ, comme la compensation financière des stages en éducation, la distribution des 80 millions de dollars de nouveaux transferts fédéraux en aide financière aux études ou la Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur. Si l'on compare avec ce qui était défendu par l'AVEQ, elle était en faveur de la rémunération, et non la compensation (il s'agit d'un débat qui a eu lieu dans les deux organisations), des stages dans tous les domaines. On peut constater que ce n'est pas leur position qui a été retenue. Ensuite, l'UEQ a déjà développé un large réseau de collaboration avec des acteurs importants de la jeunesse, de l'enseignement supérieur et de l'implication citoyenne. Leur plus grande collaboration est avec la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ, environ 70 000 membres) ce qui leur permet de mener des dossiers collectifs en enseignement supérieur face au gouvernement. Ils ont également des partenariats avec d'autres organismes de la société civile, comme Force Jeunesse (FJ), l'Institut du nouveau monde (INM) et les forums jeunesse et Citoyenneté Jeunesse (CJ). Enfin, on ne peut passer sous silence un partenariat formel en vigueur avec la Canadian Alliance of Student Associations (CASA), qui leur permet d'allier leur poids pour la représentation dans les dossiers de compétence fédérale.

Du côté de l'AVEQ, les partenariats connus sont avec les Comités unitaires de travail étudiant (CUTE) et plusieurs groupes marginaux de défense des droits des minorités. Les

seuls autres moments où nous avons entendu parler de leurs discussions avec les décideurs publics:

- Rencontre avec les hauts fonctionnaires du ministère pour le guide d'accompagnement institutionnel sur les violences à caractère sexuel: ont confirmé leur présence, ne se sont jamais pointés;
- Rencontre des associations étudiantes nationales avec les responsables du ministère: rapport de ce qu'ils ont poussé au congrès de juillet;
- Rencontre eCampus Québec le 21 novembre 2018, ont confirmé leur présence, ne se sont jamais pointés.

En conclusion, en comparant les réseaux d'influence et de partenaires des deux organisations, l'avantage va clairement du côté de l'UEQ. Bien que les deux associations nationales ont plusieurs groupes avec lesquels ils participent, ceux de l'AVEQ sont plutôt marginaux tandis que ceux de l'UEQ contribuent à faire avancer les dossiers de l'enseignement supérieur.

3.6 Dossiers travaillés

Dans cette section, nous nous concentrons sur les sujets des dossiers travaillés, soit s'ils sont en lien avec notre mission et nos objectifs, et non pas sur leur avancement. Rappelons que les principaux enjeux de l'AÉTÉLUQ qui sont d'ordre national concernent l'aide financière aux études, le financement des universités et le eCampus. D'autres dossiers, comme un intérêt grandissant de la TÉLUQ envers les ressources éducatives libres (REL), sont aussi pertinents mais historiquement moins importants que les revendications précédentes.

Premièrement, décrivons les processus qui mènent à la décision du travail fait par chaque association. Du côté de l'AVEQ, notons que le processus n'est pas formalisé dans les textes réglementaires. Pour cette année, deux plénières distinctes ont lieu sur le sujet de la campagne et des orientations pendant l'assemblée annuelle et l'exécutif est mandaté de faire un plan d'action, mais sans adopter le ou les sujets de la campagne. Pour ce qui est de l'UEQ, toujours lors de l'assemblée annuelle, le comité de coordination et les association participantes peuvent soumettre des propositions d'orientations de travail. Ensuite, dans chaque organisation, le ou les plans d'action sont adoptés dans une assemblée subséquente.

Étant donné que les deux associations étudiantes nationales sont assez jeunes, chacune ayant été créée il y a environ trois ans, nous pouvons recenser de manière assez exhaustive l'ensemble des dossiers travaillés depuis leur création. Du côté de l'UEQ, leurs dossiers sont le financement des universités, l'aide financière aux études, la reddition de compte des universités, l'accueil et les frais de scolarité des étudiants internationaux, la santé psychologique étudiante, les conditions des stages obligatoires, la formation à distance, le droit de grève étudiant, l'accueil et le soutien des autochtones, le logement étudiant, les violences à caractère sexuel, le financement et la représentation des organismes subventionnaires fédéraux (OSF) et des fonds de recherche du Québec (FRQ), les droits d'auteur, l'accessibilité des données publiques, le passage aux cycles supérieurs,

l'économie sociale dans les universités et les ressources aux étudiants et étudiantes en situation de handicap.

Pour l'AVEQ, les dossiers travaillés sont la rémunération des stages, les frais de scolarité et la rétention des étudiants internationaux, les violences à caractère sexuel, la santé mentale étudiante, la sécurité sur les campus, les statuts étudiants, les impacts de l'austérité en région. D'ores et déjà, nous pouvons voir que l'UEQ travaille sur beaucoup plus de sujets que l'AVEQ.

3.7 Avancement des dossiers

Maintenant, c'est bien beau de dire qu'on travaille sur plein de dossiers, l'épreuve est maintenant de savoir à quel point des avancées concrètes sont faites.

Pour ce qui est de l'UEQ, leurs instances ont adopté en trois ans des recherches, avis ou mémoires sur la déréglementation des frais de scolarité des étudiants internationaux, l'accueil et le soutien de la population étudiante autochtone, la modulation des frais de scolarité, le financement des universités au Québec, l'encadrement aux cycles supérieurs, l'endettement étudiant, la compensation des stages obligatoires en enseignement, l'engagement étudiant, les frais institutionnels obligatoires, les violences à caractère sexuel, la stratégie québécoise de recherche et d'innovation et sur le conseil des universités. Des représentations sont faites sur une base régulière à la FECQ, aux ailes jeunesse des partis politiques, aux partis politiques eux-même, aux syndicats ainsi qu'aux groupes de pression principaux de la société civile afin qu'il y aille un consensus sur les demandes qui concernent l'enseignement supérieur.

Du côté de l'AVEQ, leurs instances ont adoptées en trois ans des recherches, avis ou mémoires sur l'accessibilité de la communauté étudiante internationale à l'assurance maladie, la santé mentale et sur la déréglementation des frais de scolarité des étudiantes et étudiants internationaux. D'autres documents ont été produits, comme lors de la consultation québécoise pour lutter contre les violences à caractère sexuel sur les campus, mais répondre quelques lignes remplies dans le document de consultation mis à la disposition des citoyennes et des citoyens n'est pas un document qui inspire confiance, respect et crédibilité.

En conclusion, non seulement l'UEQ travaille sur beaucoup, beaucoup plus de dossiers que l'AVEQ, mais les dossiers progressent également plus vite.

3.8 Support aux membres

Qu'est ce que le support des membres? C'est à quel point l'exécutif et les ressources de l'association nationale sont mises au service des membres associatifs. On distingue le support aux membres à l'expression populaire de «travailler pour ses membres»: le premier est les actions de support aux activités et aux campagnes des membres tandis que le deuxième correspond à remplir la mission de l'organisation telle que décidée par ses membres.

Pour ce qui est de l'AVEQ, on parle de travail de terrain effectué principalement sur les campus anglophones montréalais. Notons que nous nous basons principalement sur la visibilité qu'elle se donne ainsi que les rapports des activités qui nous étaient disponibles. Cela n'exclut pas des présences pour les activités des associations de région. L'équipe de l'AVEQ semble aussi disposée à accompagner, comme participante, les membres dans leur mobilisation. Cette participation contribue surtout à gonfler le nombre, puisque les associations locales ont toujours plus de visibilité que l'AVEQ. L'endossement de cette association nationale n'a toujours pas démontré une visibilité accrue en dehors du campus de l'activité.

Pour ce qui est de l'UEQ, leur présence sur les différents campus est plus largement diffusée sur les médias sociaux, ce qui facilite l'analyse. Ils offrent leurs services lors des événements et conseillent sur les stratégies lors des campagnes de mobilisation, sans jamais s'imposer et en laissant l'association locale mettre les balises de l'implication de l'association nationale. Ce respect de la souveraineté locale permet d'éviter l'ingérence, même en voulant aider de bonne foi, dans l'environnement associatif des membres ou des non-membres. À ce sujet, les ressources humaines et financières, qui ne sont pas infinies pour l'UEQ, serviront toujours en priorité pour les membres. De plus, puisqu'ils ont déjà plusieurs années d'expérience à l'interne de leur organisation en plus d'avoir des contacts un peu partout, l'exécutif et ses collaborateurs sont disposés à donner plusieurs formations sur la mobilisation, les communications, le programme d'AFE et d'autres sujets touchant les activités des associations locales. Ce support aux membres permet de contribuer à une stabilité locale et à des pratiques professionnelles pour ses associations étudiantes.

En résumé, les deux associations nationales apportent un support aux membres, mais les retombées locales sont beaucoup plus importantes et tangibles du côté de l'UEQ. Ce genre de «services» offerts aux membres vaut en soi l'investissement, car cela met en place un environnement gagnant pour que les associations de campus atteignent leurs objectifs locaux.

3.9 Affinité mutuelle

Peu importe ce qui est décidé à l'AÉTÉLUQ, l'atteinte de nos objectifs dans la représentation externe est influencée par l'attitude de l'association nationale et de ses membres et collaborateurs. Comme dans notre précédente expérience, il faut que nos interactions soient déjà appropriées et positives afin de pouvoir progresser au sein d'un milieu national. Sinon, les efforts et les ressources investies à l'externe ne servent à rien.

Du côté de l'UEQ, beaucoup d'efforts sont mis pour la participation complète des non-membres et des membres dans ses activités. Notre présence a toujours été remerciée, nos interventions considérées, notre participation encouragée, nos échanges facilités, leur support offert fréquemment, leur suivi constant et notre relation gagnante. Tout en respectant toujours les choix stratégiques de ses membres, le groupe d'associations participant aux instances prend toujours le temps d'étudier les éléments considérés pertinents au processus décisionnel soumis par l'équipe de l'UEQ. Il y a presque toujours un

plan d'action proposé, mais le raisonnement stratégique est fait collectivement. Cette façon de faire permet une plus forte adhésion des participants membres et non-membres aux activités de l'association nationale. Leur intention de nous vouloir comme membre est très, l'ayant même mentionné lors de la présentation de leur exécutif au conseil d'administration de l'AÉTÉLUQ¹⁷. Nous avons également eu des commentaires d'une majorité d'associations membres de l'UEQ souhaitant nous voir les rejoindre.

Avec l'AVEQ, nous avons été invités plusieurs fois à participer à leurs instances. Malgré que leur intérêt de nous avoir comme membre est également clair¹⁸, les relations dans les instances envoient des signaux différents de la part des associations participantes et membres. Sans nommer de groupe, il est indéniable qu'il y a une tendance générale à ne pas accueillir favorablement ni avec ouverture l'opinion de l'AÉTÉLUQ dans ses interventions. Disposant de ressources expérimentées à l'interne, il est plutôt étonnant de voir que l'apport que nous tentons d'apporter pour le bien de l'AVEQ et pour le nôtre est accueilli froidement, voir parfois tourné en dérision et même même à attaques personnelles à peine dissimulées. Ce climat s'est confirmé alors que nous n'avons pas été invités lors du congrès du 13 et 14 octobre 2018, malgré avoir participé au choix des dates de ce congrès.

Il faut également analyser avec quelle association nationale nous avons plus d'affinité selon le modèle des activités de l'AÉTÉLUQ. Tel que décrit dans la partie «L'affirmation du fonctionnement de l'AÉTÉLUQ», nos activités sont un calque assez fidèle du modèle syndicalo-réformiste de l'UEQ. Sa façon de déterminer ses objectifs, son modèle de documentation de ses enjeux, sa construction de campagne et son éthique de travail rendent tout à fait compatible le travail entre l'AÉTÉLUQ et l'UEQ.

3.10 Impondérables

Au-delà des grands critères bien définis, il y a des événements et des signes généraux qui ne peuvent pas être ignorés dans l'analyse des associations nationales. Ces facteurs impondérables sont symptomatiques de la culture organisationnelle des regroupements québécois envisagés.

Pour l'AVEQ, ce sont principalement des comportements chroniques qui influencent notre perception. La frustration principale est la production tardive de la totalité des documents de l'organisation. Juste au congrès de juillet dernier, les ordre du jour ont été disponible une semaine avant et le reste des documents la veille ou le jour même de l'instance qui est supposée les traiter. Aucun message n'a été envoyé aux représentantes et aux représentants pour leur indiquer quand les documents étaient disponible. Cela réduit grandement la capacité de lire tous les documents, de les analyser, d'en discuter avec nos collègues et nos propres instances décisionnelles. Ensuite, il semble que peu d'attention soit apportée à la méthodologie de recherche, à la rigueur du travail et à son modèle de

¹⁷ 5.1 Présentation de l'Union étudiante du Québec, Procès-verbal de la séance du 12 juin 2018, CA-180710-04, Association étudiante de la Télé-Université (AÉTÉLUQ).

¹⁸ 5.2 Présentation de l'Association pour la voix étudiante du Québec, Procès-verbal de la séance du 12 juin 2018, CA-180710-04, Association étudiante de la Télé-Université (AÉTÉLUQ).

mobilisation. L'AVEQ va mesurer son efficacité à la réalisation de ses moyens, comme la tenue d'une manifestation. Aucun lien n'est fait avec l'atteinte réelle de son objectif premier.

Tout au contraire du côté de l'UEQ, une discussion constante a lieu entre l'équipe nationale et les exécutifs locaux, autant membres que non-membres. Les documents sont produits dans des délais de plusieurs semaines et un mécanisme transparent, exhaustif et démocratique permet que les principaux commentaires sur ceux-ci soient disponibles à tout le monde plusieurs jours avant la prise de décision lors de l'instance. Déjà, ce détail est caractéristique d'une rigueur et d'un professionnalisme qui inspire confiance et crédibilité à ses membres, ses non-membres, ses collaborateurs et ses interlocuteurs. Là où plusieurs voient un corporatisme de marque de commerce dans les communications et les pratiques de l'UEQ, c'est plutôt une image dynamisme et une reconnaissance politique qu'elle acquiert en se bâtissant une solide réputation et un réseau étendu et respectable. Le dévouement de l'équipe exécutive est inhumain, sans compter que les quelques contacts avec l'équipe d'employées et d'employés parlent d'une adhésion personnelle à la mission de l'organisation. Il s'agit d'une culture de travail extrêmement exigeante envers ses élus et ses élus qui, non sans apporter des résultats extraordinaires et imposer une reconnaissance de leurs efforts, n'est presque pas humaine. Personne ne peut douter des intentions des personnes qui s'engagent dans cette organisation; il est impossible de rester en poste sans une motivation intrinsèque que les sacrifices faits par ces personnes contribuent à protéger les droits étudiants et faire avancer la condition étudiante. Malgré tout, cette ingrate discipline les force à s'évaluer selon l'atteinte de ses objectifs et l'impact que la réalisation de ses moyens aura eu sur la progression vers ceux-ci.

En bref, les impondérables démontrent qu'une culture de travail et d'atteinte des objectifs est implantée à l'UEQ, tandis que les erreurs professionnelles s'empilent à l'AVEQ. Le sentiment général dégagé est fortement positif envers l'UEQ et résolument agaçant envers l'AVEQ.

3.11 Constat final

À partir du rapport d'échec de notre expérience comme membre avec la FAEUQEP, nous avons établi de nouveaux critères d'analyse d'une association étudiante nationale. Les ressources internes et la meilleure connaissance de ce milieu politique, après des décennies d'isolement, rendent cette évaluation possible. Nous avons donc recueilli, analysé, décrit et pondéré la mission, la vision, les valeurs, le fonctionnement et la structure, le dynamisme associatif, les pouvoirs de mobilisation et de lobbying, les dossiers travaillés et leur avancement, le support de leurs membres, l'intérêt mutuel de nos organisations et les impondérables. En prenant en compte tous ces facteurs, le choix de l'organisation nationale qui correspond le mieux pour l'AÉTÉLUQ est l'UEQ. On ne peut toutefois pas écarter que dans la logique qu'il est également notre rôle d'être solidaires aux campagnes et aux organisations poursuivant des objectifs concordants, il serait dans l'intérêt de nos membres de continuer de collaborer avec l'AVEQ, comme nous le faisons déjà avec la FAEUQEP. Nous serions étonnés que celle-ci refuse notre collaboration,

puisqu'elle a démontré dans le passé que son modèle d'action repose sur les appuis divers, la souveraineté et l'initiative locale et la mobilisation par leurs membres. Leur refus de collaborer avec nous serait contraire à leur mission, mais pourrait être humainement compréhensible par une jalousie dans la bataille corporative et politique entre les associations étudiantes nationales. Nous espérons également que la transparence et l'exhaustivité de la démarche de l'AÉTÉLUQ contribuera à la crédibilité des décisions prises par les différentes instances de l'association.

Recommandation 1*Résolution CA-181211-05*

Que l'AÉTÉLUQ continue de collaborer avec l'AVEQ et la FAEUQEP, dans la mesure où son apport est accueilli, tout en mettant la priorité de ses efforts sur sa collaboration avec l'UEQ.

4. Une nouvelle réalité

Ayant maintenant déterminé nos objectifs dans la représentation nationale et comparé les associations étudiantes nationales, la suite logique est de décrire nos options et tenter de prédire les nouvelles réalités qui découleraient pour chacune de ces options. La présente section pèse l'impact des détails actuels observés et ceux prévisibles dans différents scénarios de représentation externe, inspiré des différents modèles existants parmi les associations étudiantes de campus comparables. Ces scénarios envisageables pour notre situation sont accompagnés d'une recension des avantages et des inconvénients ainsi qu'une analyse historique des risques encourus.

Recensement des aspects positifs, négatifs et neutres d'une affiliation à l'UEQ.

Aspects positifs	Aspects négatifs
Les étudiantes et les étudiants à temps partiel, en formation à distance et en conciliation travail-études-famille seraient considérés	Les membres de l'AÉTÉLUQ devraient défrayer quelques dollars de plus par session pour la cotisation dédiée
Plus de ressources et de support disponibles aux activités de l'AÉTÉLUQ	
Être représentés face au gouvernement	
Droit de vote et de pleine participation dans les instances nationales	
Rendre l'association nationale plus solide et plus représentative	
Défense et amélioration de la condition étudiante de nos membres	
Respect de la mission et des valeurs décidées démocratiquement	
Autres faits à considérer	
Temps et ressources requises pour la participation aux instances nationales; toutefois, ce temps et ces ressources sont déjà investis sans être membre	
Possibilité de se retirer en tout temps, pour les raisons qui sont nôtres et selon les modalités de notre choix, si une affiliation ne donne pas les résultats escomptés	
Si tout le monde a notre attitude, personne ne mettra les ressources dans l'association nationale et nous ne serons pas représentés face au gouvernement	

Dans notre situation, la principale contrainte d'une affiliation est la cotisation dédiée requise. Bien qu'à priori la balance des effets mesurables et non mesurables penche pour une affiliation, le raisonnement d'un égoïste serait de calculer ses retombées personnelles et comparer sa situation avec celle d'autres étudiants universitaires au Québec.

Pour les retombées individuelles, les calculs directs porteront toujours à interprétation. Il est difficile de chiffrer des principes, comme la surveillance des mesures gouvernementales, la sensibilisation et de saines pratiques de gouvernance. Toutefois, des avancées concrètes comme l'obligation d'une politique contre les violences à caractère sexuel dans toutes les universités, la compensation des stagiaires en enseignement et la bonification de l'AFE par les transferts fédéraux peuvent se chiffrer: ce sont des milliers de victimes actuelles ou futures qui bénéficieront d'une meilleure démarche et une meilleure protection, ce sont quinze millions de dollars récurrents par année qui iront pour les 3 800 stagiaires en enseignement (3 900\$ par personne)¹⁹ et ce sont 80 millions de dollars qui vont aller pour les chefs de famille monoparentale (environ 994\$ de plus pour 11 000 personnes) et l'indexation des frais de subsistance (environ 462\$ de plus pour 146 000 personnes)²⁰. On peut donc conclure que l'investissement de la cotisation est très rentable, rapidement et pour des centaines de milliers de personnes qui étudient dans les universités québécoises.

4.1 Analyse des différents scénarios

Les différents scénarios envisagés pour l'avenir de la représentation externe de l'AÉTÉLUQ sont les suivants:

1. Demeurer non membre d'une association nationale et continuer de participer aux endroits où nous sommes invités;
2. Devenir membre de l'UEQ et continuer de participer aux endroits où nous sommes invités;
3. Devenir membre de l'UEQ et étendre les endroits où l'AÉTÉLUQ fait de la représentation externe aux partenaires du mouvement étudiant.

Premier scénario: Status Quo

Cette option est le statut quo de notre côté sur la situation actuelle. Toutefois, ce serait illusoire de croire que l'attitude des associations membres demeurera la

¹⁹ L'UEQ célèbre la compensation financière du dernier stage des futures enseignantes et futurs enseignants, Union étudiante du Québec, [En ligne], URL: <https://unionetudiante.ca/lueq-celebre-compensation-financiere-dernier-stage-futures-enseignantes-futurs-enseignants/> (page consultée le 7 décembre 2018).

²⁰ Transferts fédéraux de 80 millions en aide financière, Union étudiante du Québec, [En ligne], URL: <https://unionetudiante.ca/transferts-federaux-de-80-millions-aide-financiere-lueq-celebre-gain-historique/> (page consultée le 7 décembre 2018).

même dans un avenir rapproché. Elles ne sont pas dupes: elles désirent que leur véhicule de revendications nationales soit en santé financière et soit représentative de la population étudiante universitaire au Québec. La fenêtre où nous disposons d'une considération maximale de nos enjeux et nos arguments comme non membres se referme. Bientôt, les membres nous acculeront au choix suivant: soit nous affilions et continuons d'être pris au sérieux, soit nous restons non membres et notre opinion sera dévaluée jusqu'à son minimum. Les valeurs partagées par les associations membres sont claires: la solidarité et la juste contribution aux activités. Ce sont ces principes qui ont déjà mené des organisations à améliorer les conditions de vie des étudiantes et des étudiants. Or, si nous voulons être égoïstes et profiter des avantages sans éventuellement contribuer comme membres, il n'y aura éventuellement moins de base de collaboration avec les acteurs externes, puisqu'ils auront la perception que nous ne partageons pas leurs valeurs.

De plus, il y aura au cours des prochains mois une deuxième vague de référenda d'affiliation à l'UEQ. Avec l'AVEQ allant en débandade, toutes les conditions sont gagnantes pour avoir le meilleur environnement pour gagner leurs affiliations. Toutefois, nous sommes présentement dans une phase où les membres concentrent leurs efforts sur leurs activités locales. Avec le momentum des derniers importants référendums perdus par l'UEQ, l'avenir du mouvement étudiant est en jeu dans les prochains mois. Malgré les bons résultats, cette organisation ne peut pas tenir son rythme d'activités sans affilier de nouvelles associations. Si aucune nouvelle association ne s'est affiliée d'ici la fin du mandat 2019-2020, une nouvelle réflexion stratégique sur l'avenir du mouvement étudiant pourrait avoir lieu. Donc, même si l'AÉTÉLUQ voudrait continuer de profiter des avantages des ressources investies par les autres associations dans le regroupement national sans y contribuer, il se pourrait que cette possibilité soit compromise dans un horizon temporel à moyen terme. Il pourrait passer plusieurs cohortes avant qu'il n'y ait une nouvelle opportunité de remplir notre mission de défendre les particularités propres aux étudiantes et aux étudiants de l'Université TÉLUQ, soit les études à temps partiel, la formation à distance et la conciliation travail - études - famille. Ces particularités sont d'ailleurs presque inconnues par les décideurs publics, malgré les interventions de la FAEUQEP en ce sens, puisque l'AÉTÉLUQ n'a jamais démontrée qu'elle avait déjà réussi à sensibiliser le milieu politique aux particularités de la population étudiante de l'Université TÉLUQ. Donc soit qu'on garde ce statut quo décevant, soit qu'on saisit l'opportunité qui s'offre à nous dans une organisation qui a déjà fait ses preuves.

Deuxième scénario: participation à une association nationale

Ce scénario est simple: avec le constat établi précédemment, ce serait de s'affilier à l'UEQ. De façon directe, une cotisation dédiée de 4,63\$ par personne par

session, indexable annuellement, serait chargée. L'AÉTÉLUQ gagnerait le statut de membre et tous ses avantages: droit de vote, d'élire le comité de coordination et de participer aux discussions réservées aux membres. Si nous avons le pouvoir de nous assurer que l'UEQ continue ses activités, de lui offrir une opportunité qu'elle soit plus forte et que nous avons la conviction que celle-ci est capable d'améliorer les conditions de vie de nos étudiantes et nos étudiants, nous ne serions pas en train d'agir dans le respect de notre mission de ne pas s'affilier. Décider de s'affilier à l'UEQ est donc la décision à prendre pour l'AÉTÉLUQ pour mériter la confiance de ses membres.

Ce scénario est toutefois modeste. Hormis d'améliorer l'atteinte de nos objectifs, il ne teste pas tout le potentiel d'influence que nous pourrions avoir. Peut-être que de participer comme membre à une association nationale est le maximum que l'AÉTÉLUQ peut atteindre. Toutefois, peut-elle encore plus s'impliquer à l'externe pour améliorer les conditions de ses membres?

Troisième scénario: participation étendue aux activités nationales

Ce scénario implique l'étape précédente de s'affilier. Pour le temps et les ressources requises dans ces initiatives, ce serait mieux de l'investir dans une association étudiante nationale. Toutefois, si l'on considère l'option, il s'agit de collaborer directement avec des organismes qui partagent en partie notre mission. L'UEQ travaille déjà avec plusieurs d'entre eux: logement étudiant (UTILE), jeunes travailleuses et travailleurs (Force Jeunesse), personnes en situation financière précaire (Collectif pour un Québec sans pauvreté), lutter et prévenir les violences à caractère sexuel (Sans oui c'est non!), l'économie sociale (Chantier de l'économie sociale et son aile jeunesse) et l'association étudiante nationale représentative pour l'enseignement collégial (FECQ). De plus, quelques associations étudiantes de campus contribuent au lobbying des partis politiques qui peuvent exercer de la pression publique. Plusieurs envoient donc également des délégations pour Donc, pour multiplier leurs efforts de sensibilisation des membres des partis politiques à la réalité étudiante, plusieurs associations étudiantes de campus envoient des délégations de représentation dans les congrès des principaux partis au Québec et dans les instances de leurs ailes jeunesse. Les retombées de ces avantages acquis sont toutefois plus difficiles à prévoir et à calculer, ce qui le rend un investissement plus risqué mais pas impossible pour l'AÉTÉLUQ.

En bref, si l'UEQ a les ressources, elle défend et améliore les conditions de vie des étudiantes et des étudiants, indirectement de nos membres. Toutefois, nous ne pourrions pas continuer de profiter gratuitement des avantages de participer à une association nationale sans y contribuer comme membre. Et si nous prenons en compte que d'autres vont la faire vivre et qu'elle continuera ses activités, cette

situation pourrait changer dans un horizon temporel à moyen terme. Soit que l'AÉTÉLUQ s'affilie, soit qu'elle ne travaille pas à remplir sa mission de défendre ses membres.

4.2 Le passé conseille le présent

Quand il est question de représentation externe de l'AÉTÉLUQ, le point principal est sur la participation à une association étudiante nationale. Cette grande question a été au cœur des discussions de la quasi-totalité des associations locales au cours des cinquante dernières années dans le milieu étudiant. On peut remarquer des comportements cycliques l'évolution des associations nationales à travers les années:

1. Identification de problèmes ou reculs de la condition étudiante pour les dossiers de ressort gouvernemental;
2. Reconnaissance de la nécessité d'un interlocuteur étudiant national représentatif et fort pour faire avancer les dossiers qui relèvent des gouvernements;
3. Mise en commun de forces et de ressources dans une association étudiante nationale et travail auprès des gouvernements;
4. Priorisation des associations étudiantes de campus de leurs enjeux locaux et désengagement des activités de l'organisation nationale en sous-estimant l'importance du rôle rempli par celle-ci;
5. Affaiblissement de l'association nationale par la diminution des forces et des ressources affectées par les membres et l'absence de contribution des non membres;
6. Retour à l'étape 1.

La clé dans les hauts et les bas des associations étudiantes nationales est de maintenir une forte affirmation et un rappel constant du rôle rempli par celles-ci. S'inspirer de l'histoire du mouvement étudiant nous permet d'ailleurs d'éviter les erreurs d'hier. Lors du premier cycle de l'histoire moderne du mouvement étudiant québécois, l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) a occupé le paysage de 1964 à 1969²¹. Fondée sur la base de défendre l'accessibilité générale à l'éducation et les services aux étudiants, elle a été dissoute après une radicalisation à l'interne qui remet en question sa collaboration avec les autorités gouvernementales. Les années qui ont suivi ont prouvé la nécessité qu'un groupe s'attarde de façon permanente à la surveillance et la représentation des intérêts étudiants sur la scène nationale dans une logique de démocratie représentative. Lors du printemps 1969, les principaux groupes étudiants du Québec s'étaient sabordés par manque de participation et ses leaders radicaux estimaient que la disparition d'un interlocuteur valable pour les universités et le gouvernement auraient pour effet d'augmenter les mouvements de protestation par la base étudiante. Or, l'inverse se produit: sans une mise en commun de forces et de ressources ainsi qu'une équipe chargée d'initiative, il ne reste que des cellules

²¹ Bref historique du mouvement étudiant au Québec 1958-1971, Association québécoise d'histoire politique, [En ligne], URL: <https://www.bulletinhistoirepolitique.org/le-bulletin/numeros-precedents/volume-16-numero-2/bref-historique-du-mouvement-etudiant-au-quebec-1958-1971/> (page consultée le 28 septembre 2018).

de mobilisation marginales et sans moyens; le reste est une «majorité silencieuse [qui reste] silencieuse»²².

C'est en 1974, après quelques années de restructuration, que les symptômes du vide se font sentir: projet de tests d'aptitudes aux études universitaires (TAEU) et révision du programme de prêts et bourses qui désavantage une masse pauvre et critique d'étudiants²³. Ce sont des regroupements locaux qui soulèvent ces problèmes qui, si ce n'est que du hasard de leur initiative, auraient passés inaperçus. Le mouvement étudiant convient alors la nécessité d'avoir sa «centrale syndicale» permanente dont la mission serait de travailler à ces dossiers qui ne sont pas du ressort local. À partir de là, la création de l'Association nationale des étudiants du Québec (ANEQ) annonçait le début d'un nouveau cycle. L'un des exemples les plus flagrants de la nécessité d'une surveillance permanente des dossiers de l'enseignement supérieur au gouvernement est la crise étudiante de 2005. La mobilisation qui a culminée avec une grève générale de centaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants à travers le Québec concernait le transfert de 103 millions de dollars des bourses aux prêts, ayant pour effet pressenti d'augmenter l'endettement étudiant²⁴. Cet enjeu aurait toutefois pu passer sous le radar: c'est la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) qui, présente au huis clos du budget québécois en 2004, avait soulevé ce détail dans les crédits. Le reste fait partie de l'histoire: développement d'un discours sur la question, sensibilisation de la population étudiante et mobilisation monstre. Bien qu'on peut interpréter que la conclusion de cette grève a été le catalyste de la longue agonie de la FEUQ, jamais cet enjeu n'aurait été débattu, documenté et défendu, même en partie, sans la surveillance de l'association nationale.

²² Idem.

²³ Les grèves étudiantes au Québec: Quelques jalons, Radio-Canada, [En ligne], URL: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/549959/droits-greve-chrono> (page consultée le 28 septembre 2018).

²⁴ Idem.

5. Le choix final

Même si elle savait que c'était le chemin à prendre pour remplir sa mission, La connaissance de l'AÉTÉLUQ de ce milieu politique était très limitée. Les premières questions que nos délégations se posaient étaient les suivantes: Quelles intentions ces associations étudiantes nationales ont? Quel est leur mode de fonctionnement? Quelle est l'attitude des autres associations étudiantes de campus au Québec? Qu'est-ce que la communauté étudiante de la TÉLUQ, et son association étudiante, y ont à gagner ou à perdre? Quel poids d'influence réel ont ces organisations sur la politique québécoise en enseignement supérieur? Quels sont les dossiers qui y sont travaillés et défendus? Que devons-nous faire maintenant? Après environ trois ans de participation, nous sommes prêts à répondre à ces questions.

En résumé, notre première évaluation de ce milieu venait d'une prise de connaissance de la politique du mouvement étudiant, de la nature des échanges, des intentions des gens présents, de l'historique et du fonctionnement des autres associations de campus et se familiariser avec les dossiers traités. Elle était positive, mais nous voulions comparer nos pratiques et voir à quel point nous pouvions parler aux décideurs publics tout en restant indépendants. Le constat est simple: ce n'est pas possible pour l'AÉTÉLUQ de faire ce travail soi-même.

Donc, malgré avoir intégré dans notre fonctionnement toutes les meilleures pratiques du mouvement étudiant, les personnes qui ont le pouvoir de contrôler une partie importante des conditions de vie et des conditions académiques de nos membres ne prennent tout simplement pas notre opinion en compte. Ces décideurs publics, le ministère et ses fonctionnaires, contrôlent au moins la moitié des dossiers actuels de l'AÉTÉLUQ. Nous sommes donc à la merci des décisions des paliers décisionnels sur lesquels nous n'avons presque aucune influence.

L'AÉTÉLUQ a maintenant les ressources internes et le portrait fidèle afin de prendre l'initiative sur son avenir et des mesures qui peuvent être prises en toute connaissance de cause. Nos étudiantes et étudiants membres ont une réalité unique dans les universités du Québec: en formation à distance, en conciliation travail-études-famille, majoritairement à temps partiel et plus âgés que la moyenne universitaire au Québec. Ce que l'observation et l'expérience nous a appris, c'est que si nous ne trouvons pas une façon de contraindre les paliers supérieurs d'écouter cette réalité, notre pouvoir de défendre nos membres ne s'étendra jamais plus loin que les murs de l'Université TÉLUQ. Ce travail institutionnel est complexe

et ne doit pas être négligé, mais l'attentisme d'une prochaine menace à notre existence ne serait pas digne de la confiance que les membres portent envers l'AÉTÉLUQ.

Après la démonstration de la nécessité de la représentation étudiante nationale, l'étude des organisations disponibles a eu lieu. L'expérience avec la FAEUQEP ne s'est pas terminée comme l'on aurait pu l'espérer. Ces démarches ont été décortiquées pour comprendre ses tenants et aboutissants. L'AVEQ et l'UEQ ont ensuite fait l'objet de nos observations et nos expériences. Sans équivoque, l'Union étudiante du Québec est l'organisation qui correspond à nos besoins en plus d'être le calque notre logique d'action.

À partir de là, nous avons également étudié les avenues qui s'offrent à nous et les répercussions prévisibles de chacune d'entre elles. Toutes les avenues où nous demeurons indépendants, comme dans la quasi totalité de l'histoire de l'AÉTÉLUQ, nous laissent vulnérables aux décisions unilatérales des décideurs publics. Les chances de réussite d'une campagne en aval d'un problème plutôt qu'en amont ont beaucoup plus de chances de réussir. C'est pourquoi l'étude exhaustive de la représentation externe de l'AÉTÉLUQ depuis trois ans nous mène à la recommandation suivante:

Recommandation 2

Résolution CA-181211-06

Considérant qu'une partie importante des dossiers d'intérêt pour la condition étudiante des membres de l'AÉTÉLUQ est de de compétence gouvernementale;

Considérant que l'AÉTÉLUQ reconnaît la nécessité d'avoir un interlocuteur permanent pour le milieu universitaire face aux gouvernements;

Considérant que l'AÉTÉLUQ représente une population étudiante particulière qui n'est pas représentée convenablement sans notre intervention sur la scène nationale;

Considérant que l'AÉTÉLUQ a tenté, sans succès, de se faire reconnaître comme un interlocuteur valide pour le gouvernement pour la formation à distance, la population étudiante à temps partiel et en conciliation études - travail - famille;

Considérant qu'il fait partie de la mission de l'AÉTÉLUQ et de l'UEQ de faire avancer la condition étudiante de ses membres;

Considérant l'affinité entre la logique d'action de l'AÉTÉLUQ et l'UEQ dans l'atteinte de ses objectifs;

Considérant les principes de démocratie au sein de ses instances, de pleine participation au sein des instances universitaires, de transparence, d'accessibilité à une éducation publique de qualité et de solidarité avec les luttes sociales de l'AÉTÉLUQ;

Que le conseil d'administration de l'Association étudiante de la Télé-Université de l'Université du Québec se positionne en faveur d'une affiliation à l'Union étudiante du Québec;

Que le conseil d'administration de l'AÉTÉLUQ soumette cette proposition à l'assemblée générale annuelle dans l'objectif d'une affiliation à l'Union étudiante du Québec.